

# BULLETIN de l'académie de RENNES



VOIE PRO

Le syndicat de la voie professionnelle

[www.rennes.snuep.fr](http://www.rennes.snuep.fr)

Jun 2023

## ÉDITO : LA RÉFORME-CERCUEIL

« Pour la première fois, un président de la République fait du lycée professionnel et de l'avenir des 621 600 élèves qui y suivent leur scolarité, l'un des grands enjeux de la Nation. »

Cette affirmation est en fait l'oraison funèbre prononcée par un gouvernement à l'enterrement à coups de pactes du lycée professionnel, de ses enseignants, de ses personnels et surtout de ses élèves. Quel poids pèsent-ils, en effet, dans la politique macroniste, nos élèves issus majoritairement de milieux défavorisés ? L'objectif non dissimulé d'E. Macron et de son bras armé C. Granjean n'est-il pas de mettre au plus vite ces adolescents au travail dans des secteurs en tension ? Pour se faire, les enseignements généraux et professionnels déjà bien attaqués lors de la funeste réforme Blanquer seront encore sacrifiés et laisseront des jeunes peu armés face aux défis d'une société en mutation accélérée. Le gouvernement a ainsi trouvé une solution aux problèmes des entreprises à recherche d'une main-d'œuvre. Il transforme notre lycée professionnel en « boîte d'intérim » selon le mot de Fabienne Mailard, chercheuse en sociologie

spécialisée dans la formation professionnelle. Alors que la mission de chacun d'entre nous était jusqu'alors de former des ouvriers, employés et également des citoyens, nous voilà sommés de « produire » au plus vite de la main-d'œuvre disponible et bien évidemment sans avenir.

Pour assumer cette vision court-termiste, nos ministres proposent la signature d'un pacte, pacte avec le diable diront certains. Acceptez les 7500 euros bruts et en échange fermez vos yeux, éteignez votre conscience, facilitez la destruction d'un enseignement qui jusqu'alors se voulait émancipateur. Dans la même logique, parents et élèves sont également désignés consentants par la mise en place de la gratification des PFMP. C'est finement joué quand on sait que les familles de nos élèves sont les premiers touchés par l'inflation que nous connaissons tous.

De plus, certains de nos collègues seront touchés directement pas cette soit-disante réforme, perdant leur poste dans des filières soumises à fermeture. Dans la précipitation et im-préparation habituelles de nos



ministères, cette annonce a suscité angoisses et interrogations surtout à la suite des propos de P. N'Diaye qui se voulant rassurant proposait généreusement à nos collègues impactés d'enseigner en collège ou primaire à la rentrée prochaine. C'est la marque d'une totale ignorance et d'un mépris assumé de nos dirigeants à notre endroit.

Beaucoup de choses pourraient être encore relevées dans ce réforme mortifère tant il est clair que l'objectif final est la disparition de la formation sous statut scolaire mais nous avons encore l'énergie de résister à cet enterrement en grandes pompes et de refuser de signer le pacte.

## Ateliers de la voie professionnelle 2023 : école, entreprise, où apprend-on le mieux ?

Les 30 et 31 mars le SNUEP-FSU a organisé pour la deuxième année les Ateliers de la voie professionnelle au lycée Hôtelier Val de Bièvre à Gentilly. Des PLP sont venus de toute la France métropolitaine et des Outre-mer (Antilles, Réunion, Mayotte, Polynésie) et ont accueilli pour l'ouverture Sophie Vénétitay (Secrétaire générale du SNES-FSU), Laurence Dautraix (Secrétaire générale adjointe du SNETAP-FSU) la voie agricole, ainsi que Benoît Hubert (co-Secrétaire général du SNEP-FSU).

Différents intervenants dont Prisca Kergoat, De l'indocilité des jeunes populaires : Apprenti-e-s et élèves de lycée professionnel, Fabienne Mailard, La certification pour tous : une arme à double tranchant, et le témoignage de Dylan Aissi, ancien élève de lycée professionnel fondateur de l'association « Une Voie Pour Tous », ont mis en évidence la perception qu'ont les élèves, les professionnels et la population d'une manière générale de la voie professionnelle et des personnes qui en sortent. Il en résulte une méconnaissance de la voie scolaire et la nécessité de maintenir des formations différentes accessibles à tous les jeunes.



La volonté gouvernementale du tout apprentissage nie la réalité selon laquelle nos élèves ne peuvent ou ne souhaitent accéder à l'apprentissage. D'ailleurs, comme pour illustrer la lutte de l'intersyndicale contre la dernière attaque du président Macron contre le lycée pro et son fonctionnement scolaire, il a été démontré que l'apprentissage est loin d'être LA solution pour les professionnels car sans une avalanche de financements publics, ils n'en veulent pas ! En outre, la poursuite d'études est envisagée et travaillée dans la voie scolaire à l'inverse des CFA dont le seul objectif est l'employabilité de leur public.

À la clôture de ces ateliers, nous ont rejoint Catherine Prinz CGT

Educ'action, Laurent Lapeyre SE-UNSA et Benoît Teste FSU pour réaffirmer l'importance du travail en inter-syndicale dans le cadre de la lutte contre la casse du lycée professionnel qui s'inscrit dans celle plus large pour la défense de notre modèle de société illustrée actuellement dans la rue par le combat pour nos retraites.

La thématique abordée lors de ces ateliers est entrée en résonance avec nos inquiétudes autour de la réforme des lycées professionnels. Ce temps de réflexion et de débats demeure précieux et a su apporter des arguments pour défendre notre modèle de formation sous statut scolaire.

## De stage en stage

### • Stage contractuel.les à Hennebont

Après les succès des stages « droits et devoirs des contractuel.le.s » qui s'étaient déroulés à Rennes, le SNUEP-FSU a organisé une journée sur ce thème dans le Morbihan.

Une douzaine de collègues présent.e.s ont pu mettre à jour leurs connaissances sur leurs droits à la formation, leurs rémunérations, les conditions de CDIisation...

Pour permettre à toutes et tous les contractuel.le.s d'avoir accès à ces informations, un stage sur ce thème aura lieu l'année prochaine dans le Finistère. N'hésitez pas à vous inscrire !

## • Stage FSU

La fédération syndicale, FSU Bretagne, organise comme chaque année un grand stage fédéral au niveau régional.

Cette année nous renouons avec la formule colloque sur deux jours. Ce stage se tiendra à l'auberge de jeunesse de St Malo (35) **le mercredi 18 et le jeudi 19 octobre. Le thème de ces deux jours portera sur la paix et la nécessité de développer une culture de la paix et de la non-violence, en lien avec les-militant.es du Mouvement de la Paix Bretagne.**

Participeront à ces deux jours : David Adams, rédacteur du Manifeste de Séville de l'Unesco sur la violence et la culture de la paix, Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales, professeur émérite à Sciences-Po Paris et au CERI,

Alain Bergerat, historien, auteur de *l'Histoire de France à travers chants*, Jacques Fath, auteur de *Poutine l'OTAN et la guerre*, Amélie Hart-Hutasse, enseignante, responsable du groupe histoire-géographie au SNES qui suit le dossier du Service national universel, Venanc Journé, physicienne, représentante du Réseau Action Climat au CESE, auteure de *Armes de terreur - Débarrasser le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques*, Frédéric Mathieu, parlementaire, membre de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS spécialiste des relations entre la police et la population, auteur de *De la police en démocratie*, Laura Lema Silva spécialiste des mouvements sociaux en Colombie, responsable des

études à l'Institut pour la Paix et membre associée du laboratoire LCE de Lyon-2, Nathalie Tehio avocate, membre du bureau national de la LDH et de l'Observatoire parisien des libertés publiques, auteure d'un rapport sur les unités BRAV-M...

Vous pouvez vous inscrire dès maintenant en ligne en suivant ce lien :

<https://framaforms.org/construire-la-paix-lutter-sans-violence-une-idee-revolutionnaire-1681734847>

**Inscrivez-vous sans tarder. Le stage est ouvert aux syndiqué.es de la FSU comme aux non-syndiqué.es.**

Pour les stages à venir, n'hésitez pas à nous proposer des thèmes et des problématiques si vous avez des demandes.

## Stratégie régionale sur l'orientation et la formation professionnelle

**Le 27 mars dernier, le CREFOP (Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles) était réuni pour donner son avis, uniquement consultatif, sur le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle.**

Ce contrat définit la « stratégie » régionale en matière de formation et d'orientation et lie la région et l'état.

Le précédent contrat, voté en 2017, était une déclaration d'amour aveugle des pouvoirs publics pour l'apprentissage (les LP n'étant même pas cités) et la FSU s'était en conséquence prononcé contre.

Cette année, des évolutions importantes dans la rédaction

sont à noter, notamment grâce aux interventions régulières de la FSU. Ainsi le document présenté aux partenaires sociaux évoque clairement la volonté de « réimpulser une dynamique pour la voie professionnelle sous statut scolaire », et parle de lutter contre les « déterminismes territoriaux ».

Nous ne pouvons que nous réjouir de ces bons sentiments, malheureusement de nombreuses zones de flou, voire de nombreuses contradictions existent. Comment peut-on écrire, à la fois que le nombre d'élèves va baisser du fait de la démographie actuelle, que l'on veut augmenter le nombre d'apprentis en CAP et Bac Pro et qu'en parallèle on va redynamiser les lycées professionnels ?

Comment, le gouvernement signataire de ce contrat, peut-il prétendre éviter les « déterminismes territoriaux » et demander une carte des formations adaptée aux seuls besoins locaux ? Comment ce même gouvernement peut-il dire que les rennovations de diplômés à venir se feront en lien avec les partenaires sociaux, alors qu'une loi du précédent gouvernement « Macron » exclut les organisations représentant les enseignants des CPC (commissions paritaire consultatives) ?

La FSU notant les améliorations mais aussi les questions restées sans réponse s'est abstenue, rompant l'unanimité (la CGT n'ayant pas pris part au vote).

## Conseils de lecture



Voici un ouvrage dont la thématique ne peut que nous interpeller surtout en cette

période d'attaque du lycée professionnel. Professeure de sociologie, spécialiste de la formation professionnelle initiale, Prisca Kergoat a publié une enquête sur les jeunes en apprentissage et en lycées professionnels. Elle y analyse les rapports de domination qui s'exercent sur eux et la façon dont ils y font face, à travers le concept d'indocilité. Cet ouvrage permet de comprendre les mécanismes que les jeunes issus des formations professionnelles mettent en place pour se défendre des sys-

tèmes de domination qu'ils subissent à commencer par une orientation rarement choisie et un désintérêt voire un mépris institutionnel.

Loin d'être dupes ou de consentir, l'indocilité de ces jeunes témoigne d'une conscience des rapports de force dont ils sont très souvent les perdants.

**Cet ouvrage, appuyé sur une enquête documentée, met en scène les modes de révolte de cette jeunesse populaire que nous côtoyons quotidiennement.**

## Pré-adhésion 2023-2024 : c'est parti !

Comme chaque année, il est possible réaliser une pré-adhésion avant les vacances ce qui vous permet de ne pas avoir à y penser au moment de la rentrée, période particulièrement chargée, et au syndicat une gestion plus fluide des adhésions.

Chaque adhésion est importante pour donner au SNUEP-FSU les moyens de défendre l'enseignement professionnel sous statut scolaire, et pour encourager les équipes nationales et académiques dans leur travail quotidien au service des PLP.

L'adhésion en ligne est évidemment possible à l'adresse : <https://snupe.fr/adhrere-snupe-fsu/adherer-snupe-fsu/>

Vous trouverez également sur notre site, le bulletin de pré-adhésion 2023-2024.

**Vous bénéficiez d'un crédit d'impôt**

**égal à 66 % de votre cotisation,**

**que vous soyez imposable ou non**



**108 € = 36 €**